

# Une justice politisée favorise les crises

Tribune – Edito – Ndimby A. – 31/01/12

Tout comme la stabilité politique ou le développement, la sortie de crise ne se décrètera pas avec des mots si les actes ne suivent pas. Prétendre que Madagascar est en chemin pour connaître des lendemains radieux, juste parce qu'on a changé de numéro de République et de Constitution est un leurre pour naïfs. Jusqu'à preuve du contraire, le Référendum de novembre 2010 n'a apporté aucune solution à la crise, et n'apportera aucune solution aux facteurs structurels qui entretiennent le caractère crisogène de la vie politique malgache. Par conséquent, quand il raconte que l'objectif du coup d'État (qu'il maquille pudiquement sous le nom plus poétique de Révolution orange) était de jeter les bases d'un nouveau Madagascar dans lequel les alternances violentes ne seraient plus nécessaires, Monsieur Rajoelina essaie de nous faire avaler des couleuvres grosses comme le tunnel d'Ambohitra. La façon dont il est arrivé au pouvoir, et surtout celle dont il s'y maintient est un terreau qui va fertiliser encore plus les pratiques détestables dans notre culture politique.

Bien au-delà de mettre fin à un cycle honteux, cette quatrième crise en 50 ans de vie républicaine cautionne un rituel d'alternance par la rue qui rend inutile les élections, les institutions (Parlement etc.) et la Constitution. Si n'importe quel personnage politique, porté par des motivations plus ou moins légitimes et qui a les moyens financiers et humains pour le faire, peut décider de tout faire valser pour satisfaire son ego et son désir de vengeance, il n'y a aucun intérêt à faire de la politique, à militer dans un parti et essayer de faire des campagnes électorales.

Dans toute société organisée politiquement, l'accès au pouvoir fait partie d'une compétition au sein des élites, et la tension politique est un phénomène normal. Une crise signifie que la tension politique n'a pu être gérée par les institutions. Par conséquent, quatre crises en 50 ans signifient que nos institutions sont coupables de ne pouvoir/savoir jouer leur rôle. Il n'y a pas eu de voie de recours qui se soit imposée de manière fiable et forte à tous : quoi qu'on en dise, les juges ont une responsabilité dans les crises politiques qui se sont succédées.



Prenons le cas de 2008/2009. Si Monsieur Rajoelina avait eu la conviction qu'il pouvait raisonnablement et avec confiance ester en justice pour les tracasseries dont il faisait l'objet, le coup d'État ne se serait peut-être pas imposé à lui et ses partisans comme une option pour se défendre [1]. Si le Président Ravalomanana et ses partisans avaient pu raisonnablement considérer que la Haute cour constitutionnelle (HCC) de janvier 2002 était indépendante et impartiale, ils auraient sans doute eu des scrupules à faire le forcing vers la victoire au premier tour. Si Marc Ravalomanana, (ou Didier Ratsiraka et Pierrot Rajaonarivelo en leur temps) pouvait avoir accès à une Justice équitable, la vie nationale ne serait certainement pas suspendue aux annonces de ses aller-retour.

La justice qui se laisse instrumentaliser par le pouvoir exécutif est donc en première ligne dans le caractère crisogène de la vie politique nationale. À commencer par le juge constitutionnel qui ne cesse de prendre des décisions en faveur du pouvoir en place, et qui n'ose pas se lever quand il le faut, préférant faire la carpe pour sauvegarder postes et avantages. Je défie n'importe quel juriste de me démontrer, à partir de la Constitution en vigueur à l'époque, que les textes du 17 mars 2009 et des jours suivants pour valider cahin-caha la transmission du pouvoir à Rajoelina étaient conformes à la Loi Fondamentale dont la HCC était censée être la gardienne. Interviewé hier sur M6 par Naulleau et Zemmour, l'écrivain Régis Debray a eu cette phrase lumineuse : « *le sacré, c'est ce qui encourage le sacrifice et interdit le sacrilège* ». Quand la Constitution n'est qu'un vulgaire document que l'on peut changer au gré des vents, normal que les putschistes la foulent aux pieds, et qu'elle n'ait aucun *hasina*. On pourra donc la changer *n* fois, on aura toujours *n* crises.

À part la HCC, les magistrats des autres juridictions sont aussi extrêmement critiquables. Il n'y a qu'à analyser le procès de la fille de Raymond Ranjeva, monté de toutes pièces pour intimider son père qui commençait à prendre un peu trop d'envergure dans l'opposition. Le pouvoir judiciaire à Madagascar n'a donc aucune honte à se laisser instrumentaliser pour obéir ou favoriser des intérêts politiques. Tant que les

différentes juridictions et institutions (HCC, Conseil d'État, cours pénales, médiation de la République etc.) ne pourront démontrer qu'elles sont des recours acceptables, fiables et indépendantes, les Malgaches seront toujours à la merci du premier aventurier venu, qu'il soit motivé par des intérêts politiques ou des visées économiques. La première fonction de la loi est de protéger le citoyen contre les décisions arbitraires des gouvernants. Mais quand les magistrats sont aux ordres des politiciens ou pire, au plus offrant, il n'y a plus qu'un semblant de Justice. « *Lorsque la politique entre au prétoire, le Droit sort par la fenêtre* » dit-on souvent.

Une sortie de crise pérenne et qui place le pays sur de bons rails passe donc impérativement par une revalorisation de la justice, et donc de la mentalité des magistrats vis-à-vis de leur sacerdoce pour qu'ils soient capables de remplir leur mission. Malheureusement dans notre pays, les juges ne font la grève que lorsque leurs avantages ou l'intégrité physique des magistrats sont en jeu. On ne voit les magistrats faire semblant de militer pour l'indépendance de la justice qu'au début de chaque crise politique. Le pire, c'est qu'ils ne le font même pas par conviction, mais pour contribuer aux bisbilles des politiciens en soutenant ceux qui critiquent le régime en place. Puis une fois la crise finie, les magistrats retournent bien vite à leur ronron habituel. En attendant la prochaine crise à laquelle leur comportement systématiquement servile vis-à-vis de l'Exécutif contribue à vitesse TGV. Au moment où la magistrature malgache réfléchit à organiser dans les prochaines semaines des assises de leur corporation, il reste à souhaiter que celles-ci ne soient pas aussi inefficaces et inutiles que toutes les autres rencontres sectorielles qui les ont précédées durant cette transition.

#### **P.-S.**

Aujourd'hui, le présent éditorial marque trois ans d'articles pour Madagascar-Tribune.com. Le premier papier de votre serviteur était intitulé « [Quels enseignements tirer de la présente crise politique ?](#) », et avait été publié dans la rubrique Opinions.

#### **Notes**

[1] Relativisons quand même. Je suis convaincu que la protestation contre les tracasseries n'était qu'un prétexte, et que le coup d'État aurait toujours eu lieu à l'intersection de l'ego de Rajoelina et du désir de vengeance des victimes de la crise de 2002.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Une-justice-politisee-favorise-les,17023.html>